

Un avenir prometteur dans les marchés maghrébins et africains

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4544 - Ven. 3 - Sam. 4 août 2018 - Prix : 10 DA

Equipe nationale de football

Belmadi, la surprise de Zetchi

Page 23

Réhabilitation des établissements scolaires

Le privé sollicité pour la restauration, le transport et l'hygiène

Page 2

**Une prise
d'otage tout
à fait
contreproductive**

Par Mohamed Habili

Jusqu'à ces derniers temps, qui voient le vrai début de la fin du conflit syrien, la Turquie a réussi à tirer son épingle du jeu, non sans une certaine habileté tactique, il faut bien en convenir. Toutefois au prix de plusieurs retournements, dont l'un des derniers a consisté tout simplement à changer de camp, ce qui l'a fait passer de celui que mène les Etats-Unis à celui que dirige les Russes, tout en se gardant d'ailleurs de rompre avec le premier. Elle s'est même permis cette année d'envahir une partie du nord de la Syrie, ce qu'elle n'aurait pu faire auparavant sans provoquer une violente réaction de la part des Russes, et probablement aussi des Iraniens. Elle a pu faire franchir la frontière à son armée, parce que le camp pro-syrien avait besoin d'elle comme partie prenante du processus d'Astana, son alternative à celui de Genève. Il se trouve que le camp anti-syrien lui aussi avait besoin d'elle. D'abord pour faire parvenir à la rébellion son aide à travers ses frontières, tant en matériel qu'en hommes, et puis ensuite pour pouvoir se servir de ses bases militaires dans la guerre contre Daech, dont évidemment la plus importante, celle d'Incirlik, dont elle a toujours su tirer le meilleur parti en menaçant régulièrement d'en interdire l'accès aux avions des alliés.

Suite en page 3

Vers l'annulation du 16^e Festival de la chanson amazighe de Béjaïa

La polémique enfle depuis plusieurs jours



P.H.D.R.

La polémique enfle à Béjaïa depuis l'annonce, par le maire FFS Hocine Merzougui, de l'annulation de la 16^e édition du Festival de la chanson amazighe. Elle prend une allure de manipulation chez certains. Lire page 3

Consensus national

Le président du MSP décale son projet à plus tard

Page 3

Spectacle de Salim Fergani à Alger

Une belle soirée au bonheur des fans

Page 13

Réhabilitation des établissements scolaires

Le privé sollicité pour la restauration, le transport et l'hygiène

■ Le ministère de l'Intérieur va prendre en charge, dès la rentrée scolaire de cette année, les établissements qui souffrent d'un manque d'entretien, de commodités et de dégradation avancée.

Par Thinhinene Khouchi

Souvent vétustes, dépourvus de système de chauffage, d'eau et parfois d'électricité, certains établissements scolaires, à travers diverses régions du pays, sont devenus des espaces sinistres incompatibles avec la notion d'école et de lieu d'apprentissage. Les pouvoirs publics ont décidé de prendre en charge la réhabilitation de ces établissements et ce, avant la prochaine rentrée scolaire, le ministre de l'Intérieur annonçant que «l'Etat a mobilisé cette année toutes les ressources humaines et matérielles» pour cela. Chaque année, la dégradation avance encore un peu plus et les écoles primaires, CEM et lycées se trouvent dans l'incapacité de répondre aux besoins pédagogiques et d'accueil décents des élèves. Une situation alarmante qui a interpellé le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales qui a annoncé qu'une «commission intersec-



PHD.R.

torielle en charge de la préparation de la rentrée sociale a mobilisé toutes les ressources matérielles et humaines pour relever le défi de la réhabilitation des établissements scolaires avant la prochaine rentrée scolaire», et ce, pour donner à l'école algérienne la place qui lui sied. En

effet, présidant une réunion de coordination avec les cadres du ministère pour s'enquérir des préparatifs de la prochaine rentrée scolaire, Bedoui a passé en revue nombre de rapports élaborés par près de 100 cadres du ministère (grade d'administrateur principal) mobilisés durant cette

deuxième mission d'inspection tenue en juillet dernier et ayant touché toutes les wilayas. Ces rapports portaient sur le suivi de la réhabilitation des écoles primaires et leurs différentes infrastructures telles que les cantines, le transport scolaire et le chauffage. Le ministre de l'Intérieur a

affirmé qu'il donnera des instructions aux walis pour passer à la vitesse supérieure concernant la réhabilitation, faisant état d'une autre mission d'inspection que mèneront les cadres du ministère début septembre prochain dans le but de s'enquérir de l'application des instructions données à cet effet. Bedoui a instruit, à ce titre, les cadres du ministère de veiller au «suivi quotidien sur le terrain et de lui transmettre des rapports hebdomadaires sur le développement des opérations de la réhabilitation», soulignant que le secteur «a tracé des objectifs à court et moyen terme qu'il faut réaliser durant la prochaine rentrée scolaire». Le ministre de l'Intérieur, qui a relevé des insuffisances portant notamment sur le manque d'emplois chargés de l'hygiène dans les écoles, de lignes de transport scolaire et d'équipements des cantines, a affirmé que le décret exécutif relatif aux délégations de service public qui «sera promulgué prochainement» aura «des effets positifs sur ce volet» et impulsera «une nouvelle dynamique à la coopération entre opérateurs publics et privés». «Il est temps d'intégrer les petites et moyennes entreprises (PME) spécialisées dans la restauration, le transport scolaire et l'hygiène», a-t-il ajouté. Pour rappel, plusieurs mesures ont été prises en prévision de la prochaine rentrée scolaire, dont la mobilisation de 84 000 postes budgétaires pour assurer une bonne gestion, 45 000 postes au profit des diplômés des centres de formation professionnelle (restauration, transport et maintenance), outre un quota supplémentaire au profit des wilayas du Sud et des nouvelles wilayas déléguées. Aussi, 27 milliards de dinars ont été consacrés pour l'achat de 3 500 bus de transport scolaire en faveur de toutes les communes du pays, dont 600 seront disponibles en septembre prochain, outre le dégel de 15 milliards de dinars destinés à la surveillance et à la maintenance des écoles primaires (50% de ce montant seront destinés à équiper les établissements en chauffage et climatiseurs). Outre les 26 milliards DA consacrés à la gestion des cantines, une autre enveloppe a été réservée pour le soutien de la transition énergétique en vue de doter les écoles pilotes, à travers les 48 wilayas, d'équipements fonctionnant avec des énergies renouvelables. Il a été procédé, également, au dégel de 1 540 projets relevant du secteur de l'Education nationale dont la réalisation et la réhabilitation des écoles primaires et des cantines à travers tout le territoire national.

T. K.

Plus de 1 200 hectares brûlés

Les feux de forêt font des ravages

Jeter un mégot de cigarette allumé aux abords d'une forêt, une bouteille en verre qui peut faire l'effet d'une loupe, allumer un feu..., autant d'éléments qui font que le facteur humain reste de loin le premier responsable des incendies. Ces derniers jours le pays est devenu le théâtre de terribles incendies. Le feu a ravagé des milliers d'hectares de forêts et de plantations d'arbres fruitiers. Plusieurs wilayas sont touchées. Jeter un mégot de cigarette allumé aux abords d'une forêt, une bouteille en verre qui peut faire l'effet d'une loupe, allumer un feu... autant d'éléments qui font que le facteur humain reste de loin le premier responsable des incidents. Les services concernés se livrent à une bataille contre ce fléau dévastateur. Malgré les efforts des autorités faits auprès des citoyens pour protéger l'environnement, les incendies semblent de plus en plus violents chaque année. Aussi, la hausse de la température qui a fait l'objet, récemment, de bulletins spéciaux des services de la météorologie, est souvent liée à ce phénomène qui revient chaque année. En fait, les vagues de chaleur restent propices aux déclarations des feux de forêt qui mobilisent depuis le début de la saison estivale les services de la Protection civile, les forêts et les autorités locales, pour limiter les dégâts. Toutefois, les moyens de lutte dont dispose la Protection civile sont largement insuffisants et

inadéquats, surtout dans les régions éloignées du pays. Un véritable désastre écologique avec les milliers d'arbres forestiers et fruitiers, les immenses superficies de maquis et de broussailles dont il ne reste que des cendres virevoltant au gré du vent. Les pertes enregistrées englobent plus de 1 200 hectares et le bilan risque d'augmenter d'ici la fin de la saison estivale. Selon la Direction générale des forêts, une superficie de 1 263 hectares a été parcourue par les feux de forêt entre le 1^{er} juin et le 1^{er} août 2018. Il a ainsi été enregistré 286 foyers ayant parcouru une superficie totale de 1 263 hectares se répartissant entre 744 ha de forêts, 138 ha de

maquis et 381 ha de broussaille, soit une moyenne de 4,6 foyers/jour et une superficie de 4,41 ha/foyer, précise la même source. La DGF indique que la région la plus touchée par les feux de forêt est celle de l'Est avec 974 ha et 81 foyers, suivie du Centre, 174 ha, 122 foyers et de l'Ouest 115 ha, 83 foyers. Pour la seule semaine allant du 26 juillet au 1^{er} août, il a été enregistré 79 foyers d'incendie ayant parcouru une superficie totale de 184 ha, affectant 38 ha de forêts, 35 ha de maquis et 111 ha de broussailles, soit une moyenne de 11 foyers/jour et une superficie de 3,32 ha/foyer. Selon la DGF, le dispositif de prévention et de lutte contre les

feux de forêt, mis en place depuis le 1^{er} juin dernier, sera maintenu jusqu'à la fin de la campagne, prévue le 31 octobre prochain. En raison des risques persistants durant cette période, elle fait appel aux citoyens, notamment aux populations riveraines, afin d'observer plus de vigilance et d'apporter leur contribution sur le plan d'alerte et de la prévention. En comparaison avec la même période de l'année précédente, la DGF indique qu'entre le 1^{er} juin et le 1^{er} août 2017, il avait été enregistré 1 552 foyers ayant parcouru une superficie totale de 12 634 ha, dont 4.401 ha de forêts. **Meriem Benchaouia**

L'Algérie aura son plan anti-sécheresse dès l'année prochaine

Pour faire face aux effets de la sécheresse, la Direction des forêts apporte les dernières retouches d'un Plan national contre la sécheresse qui sera mis en œuvre dès 2019. Le premier responsable de la Direction générale des forêts (DGF), Ali Mahmoudi, explique ce projet, en cours d'élaboration et sur lequel travaille l'expert algérien Safar Zitoun, désigné par la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), en partenariat avec les organismes et les centres de recherche nationaux habilités. Ce projet entre dans le cadre de la mise en œuvre des décisions approuvées lors de la COP13 tenue à Ordos (Chine) en septembre 2017. Il est notamment financé par l'ONU qui octroie son aide aux pays les plus touchés par la sécheresse ou la désertification. Ainsi, sur les 34 pays qui ont été sélectionnés, figurent 20 pays africains dont l'Algérie. L'expert algérien et universitaire Safar Zitoun a été sélectionné par l'UNCCD. Le plan national contre la désertification et la sécheresse consiste à renforcer la résilience à la sécheresse à travers des actions concrètes sur les systèmes de préparation à la sécheresse pour renforcer la résilience des personnes, des communautés et des écosystèmes. L'objectif consiste à faire face à la sécheresse et les activités liées à la sécheresse, telles que l'alerte précoce et la prévision, la définition des niveaux de déclaration de déclencheurs, des analyses d'impact, des recommandations d'intervention et les mesures d'atténuation. Une structure nationale du gouvernement sera créée pour coordonner les informations, identifier les moyens de se préparer à la sécheresse, identifier les différentes zones touchées par la sécheresse, évaluer les risques liés à la sécheresse, et communiquer l'étendue et l'ampleur de ces conditions de sécheresse. De plus, en cas d'urgence de la sécheresse inévitable, le plan permet d'identifier les moyens d'atténuer les effets des sécheresses, a-t-on expliqué.

Faiza K.

Vers l'annulation du 16^e Festival de la chanson amazighe de Béjaïa

La polémique enfle depuis plusieurs jours

■ La polémique enfle à Béjaïa depuis l'annonce, par le maire FFS Hocine Merzougui, de l'annulation de la 16^e édition du Festival de la chanson amazighe. Elle prend une allure de manipulation chez certains.

Par Hocine Cherfa

Une annonce justifiée par l'état d'insalubrité repoussante dans lequel se trouve la ville depuis de longs mois. Des voix se sont élevées pour critiquer odieusement cette décision, allant jusqu'à accuser le maire de faire des concessions, tantôt aux islamistes, tantôt aux intégristes. Elles sont relayées sur les réseaux sociaux par la population et ce, malgré les explications fournies par le maire qui dit vouloir «assainir la situation de l'environnement et la gestion des déchets de la ville de Béjaïa avant l'organisation du festival». Une décision somme toute légitime et sage mais qui déplaît à certains pseudo militants politiques, embusqués au tournant et prompts à accomplir leur rôle de dramaturges. La polémique est entretenue par ceux qui ont toujours tiré profit de ce festival qui est devenu une vache à traire, un fonds de consommation ; un festival qui consomme des milliards de centimes sans pour autant donner des résultats. S'adressant à la population sur une vidéo publiée sur les réseaux sociaux le maire explique : «Nous ne sommes pas contre l'art, ni contre la culture, et encore moins contre l'amazighité. Au contraire, nous avons de grands projets pour tamazight qui, grâce au partenariat entre l'APC de Béjaïa et le Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), vont voir le jour, et ce, dès la rentrée sociale prochaine». Et d'ajouter : «Les 4 milliards du



festival serviront à embellir l'environnement et à débarrasser la ville des ordures», soulignant que «personne n'est contre sa culture, mais la situation ne prête pas à investir dans les spectacles». En réaction à cette décision, le vice-président de la Ligue des droits de l'homme, Saïd Salhi, s'est indigné, dénonçant l'annulation de la manifestation. Selon lui, «aucune justification ne peut être évoquée ou acceptée. Le festival doit rester et continuer, ce que devront comprendre ceux qui détiennent les hauteurs de la culture, ce parent pauvre ne peut être sacrifié sous prétexte de difficultés économiques ou autres». «Cet argument ne tient pas la route, la culture, comme l'éducation d'ailleurs sont toujours subventionnées par l'Etat en premier lieu, alors pourquoi se désenga-

ger maintenant ?», s'interroge-t-il. Et d'ajouter : «Le festival est un espace de socialisation, de communion et de promotion de la culture amazighe et du sentiment de l'appartenance», plaidant pour «son maintien et pour la promotion et le renforcement de tous les espaces culturels». Pour sa part, l'opposition au sein de l'APC de Béjaïa conduite par les huit élus indépendants de la liste «Ensemble pour Bougie» estime, dans une déclaration, que «ne pas tenir ce festival est une fuite en avant». Car, soutiennent-ils, «il ne s'agit pas de l'annuler ou de le maintenir. C'est plutôt son objectif qui pose problème aujourd'hui». Pour ces élus, «ce festival doit se réapproprier sa vocation initiale, à savoir la promotion de la culture amazighe, dans toutes ses dimensions, notamment la promotion des

jeunes talents de la chanson amazighe». Cependant, ils déplorent le fait qu'hélas «ce festival ait été dévoyé, ces dernières années, de sa propre vocation, pour laisser place aux affairistes du monde culturel qui voient en cet événement un moyen de s'enrichir». Ils lancent un appel à l'ensemble des membres de l'APC de Béjaïa pour les inviter à «revoir de fond en comble la façon dont est organisé ce festival pour un véritable impact culturel sur la société». Des militants de la cause amazighe ont émis un doute au sujet de cette annulation. Ils y voient «la main des intégristes», faisant allusion aux campagnes de dénonciation menées çà et là contre l'organisation de manifestations culturelles, notamment des soirées musicales.

H. C.

Consensus national

Le président du MSP décale son projet à plus tard

Pour ne pas s'avouer vaincu, faute d'adhésion à son initiative de «consensus national» par d'autres formations politiques, le président du MSP ne cesse, depuis quelques jours - en fait, depuis la réponse cinglante que lui signifia le chef d'état-major de l'ANP et vice-ministre de la Défense nationale, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah -, d'apporter des rajouts à son initiative politique. Le dernier étant le fait que cette «initiative n'est pas limitée dans le temps» et que l'échéance électorale de 2019 n'est qu'«une occasion pour la mettre en œuvre sur le terrain», a annoncé hier Makri. La donne change. Le niet des formations politiques qu'il a consultées sur la question, notamment le FLN et le RND et plus encore la réaction ferme de l'Armée exprimée par la voix de Gaïd Salah qui releva l'étrangeté et l'absence de logique «à l'approche de chaque élection, cer-



taines personnes et partis, qui au lieu d'œuvrer pour gagner la confiance du peuple algérien en s'occupant de leurs préoccupations, s'éloignent du bon sens politique», ne laissent pas grand choix au chef de file du MSP pour qu'il revoit sa copie. Ce qu'il fera ensuite en se disant d'abord «non concerné par la réponse de Gaïd Salah» et mieux que cela appuie la déclaration du vice-ministre la Défense nationa-

le quant au refus de l'institution militaire de s'impliquer dans la gestion politique du pays, lui qui a tenté le diable en lançant un appel à l'armée pour «régler la crise qui secoue l'Algérie» à travers «une transition démocratique». Après avoir rencontré essuyé un revers avec le FLN et le RND, après qu'il eut sans succès consulté le président du parti Talai El Houriyet, Ali Benflis, et Abdelaziz Belaid, président du

Front El Moustakbal, classés respectivement 2^e et 3^e lors des dernières élections, il a fini par être reçu, en audiences, comme toute protocolaires par les présidents de TEJ et MPA, le président du MSP s'oriente vers la population. Juste après les fêtes de l'Aid El Adha, soit dans moins de trois semaines, l'initiateur du projet de «consensus national» promet d'aller à la rencontre de la société civile. Des rencontres et rassemblements sont prévus à travers tout le territoire national, ceci en attendant que Madjlis Echoura, instance suprême du parti MSP se réunisse en octobre prochain pour valider et la participation du parti aux élections présidentielles de 2019 et le choix de son candidat. L'on se demande alors à quoi rime ce programme de promotion d'une idée politique de surcroît portant «consensus national», si le parti concerné va désigner son candidat à cette présidentielle et sur-

LA QUESTION DU JOUR

Une prise d'otage tout à fait contreproductive

Suite de la page une

Ce qui est aujourd'hui le cas, soit dit en passant, avec cette querelle qui a éclaté avec les Etats-Unis au sujet du pasteur Andrew Brunson, qu'elle tient prisonnier, avec l'intention assez évidente, du reste à moitié avouée, de s'en servir comme d'une monnaie d'échange. Avec une aptitude aussi poussée à la contorsion, on se demande si elle ne serait pas tentée d'appartenir à toute alliance militaire qui aurait pour objectif de faire pièce à l'Otan, dont elle est déjà membre, si bien sûr pareille hypothèse est seulement envisageable. Car c'est évidemment en appartenant alors aux deux qu'elle peut le mieux jouer sans fin l'une contre l'autre au mieux de ses intérêts. Ankara s'est assurée de la personne du pasteur américain, dans l'idée pour le moins improbable de l'échanger ensuite contre le prédicateur Gülen, qu'elle accuse d'avoir fomenté le coup d'Etat manqué de 2016. Le seul fait d'avoir pensé que les Américains se résoudraient alors à livrer ce dernier est révélateur à la fois du sentiment de toute-puissance qui doit animer pour l'heure Recep Tayyip Erdogan, et sur sa totale méconnaissance de la psychologie américaine. Les Américains exigent maintenant la libération pure et simple de ce qu'il faut bien appeler un otage, et pour montrer qu'ils sont sérieux, ils prennent sans plus attendre des sanctions contre les deux ministres turcs à leurs yeux les plus responsables dans cette affaire, les ministres de l'Intérieur et de la Justice. La monnaie turque a accusé le coup, elle qui n'arrête pas depuis un certain temps de reculer devant le dollar. Quand on spéculait à découvert sur une place boursière, dans un premier temps on prend des positions, c'est-à-dire des risques et des paris, ensuite seulement arrive le moment de dénouer ses positions. Jusque-là, on ne peut faire la part respective des pertes et des gains. Ce temps va bientôt arriver pour la Turquie, par rapport à tout ce qu'elle a entrepris en Syrie. Se désengager, reprendre ses billes, dénouer ses positions, se replier en bon ordre, est plus difficile à mener à son terme que le mouvement de conquête, qui lui s'est développé à la faveur de la confusion générale, quand les deux camps principaux étaient trop occupés à se tenir mutuellement en respect. Ce n'est pas en provoquant les Américains qu'on rendra le dénouement plus facile à réaliser.

M. H.

tout quel serait l'objectif réel de cette consultation large qui intervient à la veille de la campagne électorale officielle.

Samy H.

Tunisie - Terrorisme Deux terroristes s'apprêtaient à commettre des attentats

LES SERVICES de sécurité tunisiens ont arrêté deux terroristes, qui, avec la complicité d'un autre terroriste d'origine tunisienne établi en Allemagne, prépareraient un attentat terroriste sur le sol tunisien. Un des deux terroristes arrêté «a entrepris de fabriquer un faux passeport pour le terroriste établi en Allemagne pour l'aider à s'enfuir et voyager en Europe après avoir perpétré l'attentat», précise le communiqué.

Le juge d'instruction du pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme a ordonné l'incarcération des mis en cause appréhendés par l'Unité nationale d'investigation des crimes du terrorisme et crimes organisés, rattachée à la direction générale du Gorjani, a indiqué le ministère de l'intérieur dans un communiqué, cité par l'agence de presse TAP. Selon le département de l'intérieur, le premier individu «a tenté en vain de rallier les groupes terroristes en Syrie mais a gardé des contacts avec l'élément établi en Allemagne avec qui il s'est mis d'accord pour perpétrer simultanément deux attentats terroristes à la bombe artisanale en Tunisie et en Allemagne, mais il a été débusqué avant de passer à l'acte».

Y. O./Agences

Tunisie - Banditisme Cinq individus arrêtés à Tunis pour trafic de documents de voyage

LE MINISTÈRE de l'Intérieur tunisien a rendu public aujourd'hui l'arrestation de cinq personnes de nationalité tunisienne suspectées d'avoir falsifié des documents de voyage pour permettre à des personnes de voyager illégalement en Europe depuis la Tunisie. Le département tunisien fait état, par ailleurs, de l'arrestation de quatre irakiens et d'un Tunisien dans le cadre de cette affaire. Des mandats de dépôt ont été émis à leur encontre alors que deux autres éléments sont toujours en cavale. «Il s'agit d'un réseau international de trafic de migrants. Ce réseau proposerait aux migrants irakiens et turcs un passage de la Tunisie jusqu'en Europe en utilisant des documents de voyage falsifiés», a précisé le département de l'Intérieur dans le même communiqué.

R. N.

Sonelgaz

Un avenir prometteur dans les marchés maghrébins et africains

■ Le groupe Sonelgaz «a un avenir prometteur dans les marchés maghrébins et africains» dans les domaines de l'exportation de l'électricité et l'investissement en énergies renouvelables, a affirmé, jeudi à Relizane, le ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni.

Par Faiza O.

Lors d'un point de presse, organisé en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Relizane, M. Guitouni a indiqué que Sonelgaz qui effectue actuellement, à travers ses deux filiales, la réalisation d'une station de transformation électrique basée sur l'énergie solaire au Soudan et, bientôt, au Mali et autres pays africains, est en négociations avancées pour l'exportation de l'énergie électrique en Tunisie et en Libye. Le ministre a rappelé, à ce sujet, que ce groupe public gère les stations électriques dans différentes régions du pays en se basant sur des compétences algériennes (ingénieurs et techniciens), sans assistance étrangère, ce qui lui permet d'aspirer à exporter cette expérience dans plusieurs pays. Le taux d'intégration des techniques et équipements de ces stations a atteint, selon M. Guitouni, 75% pour ce qui est de la maîtrise de transformation électrique basée sur les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire, pour la production de 400 mégawatts, ce qui augmente les opportunités du groupe dans les marchés extérieurs. Pour ce qui est de la satisfaction des besoins



PH.D. R.

nationaux en énergie électrique, le ministre a affirmé que Sonelgaz est en mesure de faire face à la demande accrue et de maîtriser les coupures de courant causées par la hausse record de la température surtout dans le Sud du pays. Mustapha Guitouni a révélé, au passage, que la consommation nationale

d'électricité a atteint mercredi plus de 13 900 mégawatts sur un total de 16 000 mégawatts produits par Sonelgaz, «ce qui confirme que le réseau est stable, hormis certains délestages qui n'ont pas duré longtemps et qui ont été vite résolus». Le ministre a posé, lors de sa visite dans la wilaya de Relizane,

la première pierre d'un centre de transformation électrique de haute tension au parc national de Sidi Khettab et inspecté la station d'énergie électrique de la commune de Belassel Bouzegza et le projet de réhabilitation du gazoduc GZ3 à Kenanda, dans la commune de Sidi Lazreg. F. O.

A cause d'erreurs d'impression

La copie «Mas'haf El-Hadek Seghir» interdite de circulation

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a appelé jeudi au retrait de tous les exemplaires du Saint Coran de la série intitulée «Mashaf El-Hadek Seghir», conçu, révisé et imprimé par son éditeur Abdelhamid Ryach et ce, suite à l'apparition

de passages entachés d'erreurs, selon un communiqué du ministère. Le ministère «avertit quant à la répétition d'erreurs dans Mashaf El-Hadek Seghir, arrangé par son éditeur Abdelhamid Ryach et publié à Dar Ben El-Hafsi d'édition et de publication»,

précise la même source. «A cet effet, ajoute le communiqué, le ministère sollicite tous les imams à opérer son retrait des étalages des livres du Coran et invite tous les instituteurs du Livre Saint au niveau des medersas et les zawiya de faire de même et

proscrire sa lecture». Toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour alerter toutes les parties concernées et de droit pour retirer le permis de son impression et sa circulation parmi les fidèles, affirme la même source.

Samy E.

Antiterrorisme

L'Armée découvre à Bordj Badji Mokhtar une cache d'armes

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, les éléments de l'Armée nationale ont, lors d'une fouille effectuée grâce à l'exploitation de renseignements, découvert, aujourd'hui 03 août 2018, près de la bande frontalière au niveau du Secteur opérationnel Bordj Badji Mokhtar, en 6^e/Région militaire, une cache d'armes contenant 12 pièces de munitions.

Dans un communiqué du ministère de la Défense nationale, il est fait état de la découverte d'«un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov (PMAK), de trois pistolets semi-automatiques de type Semionov (SKS), de sept fusils à répétition, d'un fusil automatique de type (FAL) et d'une importante quantité de munitions». La cache contenait également

42 kilogrammes de kif traité. «Ces résultats réalisés par les unités de l'ANP au niveau de la bande frontalière, dénotent de la ferme détermination de nos forces armées à préserver la sécurité de notre pays et la protection de nos frontières», conclut le communiqué.

F. L.

Contrebande aux frontières

Deux camions et trois véhicules tout-terrain saisis

Sur la bande frontalière de l'extrême sud du pays, à l'extrême Est et sur les frontières avec le Maroc, des détachements de l'Armée nationale ont réussi à mettre en échec des tentatives de contrebande. A Bordj Badji Mokhtar et Ain Guezzam, les éléments de

l'Armée nationale ont, lors d'une opération de contrôle, saisi deux camions et trois véhicules tout-terrain ainsi que trois téléphones satellitaires et 104 640 unités de détergent destinés au transport de marchandises de la contrebande. A l'Est, et particulièrement à Souk Ahras, Tébessa et

El-Taref, les éléments de l'Armée nationale ont pu récupérer «plus de 7 256 litres de carburant». Dans le même contexte, des éléments des gardes-frontières et des gardes-côtes à Tlemcen et à Ain Témouchent ont arrêté «une personne et saisi 23,39 kilogrammes de kif traité et un véhi-

cule touristique», tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi «34 814 tonnes de tabac» à Oran. Par ailleurs, des éléments des gardes-frontières ont arrêté à Tlemcen «11 immigrants clandestins de différentes nationalités». D. C./APS

Pétrole

Le Brent atteint 73,32 dollars en cours d'échanges à Londres

■ Les cours du pétrole évoluaient en légère baisse hier en cours d'échanges européens, alors que le marché peine à trouver une direction, face à la multiplication de signaux contradictoires.

Par Assia D.

En milieu de journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 73,32 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 13 cents par rapport à la clôture de jeudi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de septembre cédaient 5 cents à 68,91 dollars. «Les prix sont sans direction, le marché peine à trouver un nouveau catalyseur», a commenté un analyste. La hausse de la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et les craintes d'une escalade de la guerre commerciale qui oppose les Etats-Unis à ses partenaires empêchent le prix de grimper, mais les perspectives de perturbation de l'offre, notamment en Iran, les maintiennent à des niveaux élevés. «Jeudi, les prix ont été soutenus par l'annonce que l'Iran conduirait des exercices militaires dans le détroit d'Ormuz», a rappelé un autre analyste. Alors que les sanctions américaines vont s'appli-

quer en Iran à partir de lundi, en raison de la sortie de Washington de l'accord sur le nucléaire iranien, la tension monte au Moyen-Orient. A plus long terme, les marchés ont également noté que le président américain Donald Trump souhaitait assouplir les régulations environnementales sur le secteur de l'automobile mise en place par son prédécesseur, Barack Obama. «Des normes



sur la consommation d'essence en place, ce qui devrait doper la demande», a estimé un autre analyste.

A. D./APS

USA

Le déficit commercial se creuse en juin

Le déficit commercial a enregistré en juin une hausse inédite depuis 19 mois, sous l'effet d'une baisse des exportations de voitures et d'avions quand les importations ont continué de s'accroître, selon des données publiées hier par le département au Commerce. Le déficit des biens et services s'est établi à 46,3 milliards de dollars (+7,3%) avec des exportations en recul de 0,7% à 213,8 milliards et des importations en progression de 0,6% à 260,2 milliards. La hausse du déficit commercial américain est supérieure à celle anticipée

par les analystes, qui tablaient sur 45,6 milliards après 43,1 milliards enregistrés en mai. Ce fort rebond du déficit intervient après un recul marqué en mai qui avait fait tomber le déficit commercial américain à son plus bas niveau en 18 mois. Cumulé depuis le début de l'année, le déficit s'inscrit de nouveau en forte hausse (+7,2%) pour atteindre 291,2 milliards. En juin, les exportations d'avions civils ont baissé de 200 millions, celles de voitures de 900 millions tandis que les importations de préparations pharmaceutiques et de produits pétro-

liers ont augmenté respectivement de 1,5 milliard et de 1,2 milliard. Les exportations dans le secteur des boissons et de l'alimentaire ont également baissé (-0,3%), ce qui pourrait s'expliquer par les tensions commerciales entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires. Washington a imposé depuis le 1^{er} juin des taxes douanières supplémentaires sur l'acier et l'aluminium européen, canadien et mexicain et ses partenaires ont pris des représailles sur des produits américains notamment dans le secteur alimentaire et agricole.

Les seules exportations de soja ont néanmoins encore augmenté (+1,6% à 4,2 milliards). Comme le mois dernier, les importateurs de cette denrée, en particulier chinois, ont probablement voulu augmenter le volume acheté avant l'entrée en vigueur de taxes douanières américaines début juillet. La Chine est le principal débouché pour le soja américain. Ceci n'a pas empêché le déficit des biens des Etats-Unis avec la Chine de se creuser encore en juin (+1,3% à 32,45 mds USD) alors que Donald Trump exige de Pékin une réduction du déficit américain de 200 milliards de dollars. Le déficit des marchandises s'est également inscrit en hausse avec le Canada (+22,4%), le Mexique (+14,25%), les deux partenaires des Etats-Unis du traité de libre-échange nord-américain (Aléna) en cours de renégociation depuis près d'un an. Avec l'Union européenne, le déficit des biens a rebondi de 7,8%. Washington et Bruxelles ont annoncé la semaine dernière un armistice commercial. Cette trêve a permis à l'UE d'éloigner, pour le moment du moins, la menace de droits de douane sur les importations automobiles dans les Etats-Unis - ce qui inquiétait particulièrement l'Allemagne, grande exportatrice de voitures en Amérique du Nord. D. A.

Changes

L'euro stable face au dollar

L'euro était stable hier face au dollar, avant la publication du rapport mensuel sur l'emploi américain, et alors que la devise chinoise touchait un nouveau plus bas en plus d'un an du fait de l'accroissement des tensions commerciales. En fin de matinée, la monnaie unique européenne s'échangeait à 1,1579 dollar, contre 1,1585 dollar jeudi soir. La devise européenne valait 129,36 yens, exactement comme la veille au soir. Le dollar était aussi stable face au yen à 111,71 yens, contre 111,66 yens jeudi soir. Les marchés attendaient la publication des chiffres officiels du chômage et de l'emploi pour juillet aux Etats-Unis. Les acteurs du marché «misent sur un ensemble de chiffres positifs, avec un taux de chômage en baisse et des salaires qui augmentent», a expliqué un analyste. Si

c'est le cas, «le dollar continuera de monter, en particulier alors que la Réserve fédérale américaine se prépare à relever ses taux le mois prochain», a-t-il ajouté. La Fed a déjà procédé à deux hausses de taux cet été et pourrait en effectuer deux autres avant fin 2018, ce qui a pour conséquence de rendre le dollar plus rémunérateur et donc plus attractif pour les cambistes. Les chiffres de la balance commerciale américaine pour juin doivent aussi être publiés dans la journée, une donnée qui sera scrutée par les marchés en pleine escalade du conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine. De son côté, la livre britannique baissait face à l'euro et face au dollar après que le gouverneur de la Banque d'Angleterre (BoE), Mark Carney, a prévenu que le risque d'une absence d'accord

sur le Brexit est «inconfortablement élevé» et «indésirable», même si un tel scénario reste «improbable». La veille, la décision sans surprise de la Banque d'Angleterre d'augmenter son taux directeur de 0,25 point à 0,75% et de relever de 0,1 point ses perspectives de croissance pour 2019, à 1,8%, n'avait pas soutenu la livre britannique, les analystes jugeant que c'était une décision avant tout symbolique. Conséquence des surenchères entre Washington et Pékin autour de leurs différends commerciaux, la monnaie chinoise est tombée en matinée à son plus bas niveau depuis mai 2017, à 6,8972 yuans pour un dollar. Hier matin, elle valait 6,8727 yuans pour un dollar contre 6,8428 yuans pour un dollar la veille dans l'après-midi. L. K.

Brexit

Possibilité d'une absence d'accord

La possibilité d'une absence d'accord sur le Brexit est «inconfortablement élevée» et «indésirable», même si un tel scénario reste «improbable», a prévenu hier le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mark Carney. «La possibilité d'une absence d'accord est inconfortablement élevée à ce stade», a-t-il déclaré sur BBC Radio 4. «C'est hautement indésirable» mais «encore improbable», a-t-il dit, ajoutant que le système financier britannique était «prêt» à une telle

éventualité. C'est «une possibilité relativement improbable, mais c'est une possibilité», a précisé Mark Carney, qui doit quitter son poste à l'été 2019, peu après la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne fin mars 2019. Alors que les négociations patinent entre Londres et Bruxelles et que l'échéance de fin octobre pour parvenir à un accord de sortie se rapproche, la perspective d'un Brexit dur est évoquée de plus en plus ouvertement, ce qui effraie les milieux

d'affaires. Le président français Emmanuel Macron et la Première ministre britannique Theresa May devaient s'entretenir du Brexit hier lors d'une réunion de travail au fort de Brégançon (sud-est de la France), dans le cadre d'une offensive diplomatique lancée par Londres pour plaider sa cause auprès des grandes capitales européennes. L'absence d'accord de divorce, et de période de transition à l'issue du Brexit, entraînerait «des perturbations dans le commerce tel que

nous le connaissons et, en conséquence, une perturbation à un certain niveau d'activité économique, des prix plus élevés pour un certain temps», a prévenu le gouverneur de la Banque d'Angleterre. Jeudi, l'institution a décidé à l'unanimité, et sans surprise, de relever son taux d'intérêt de 0,25 point à 0,75%, pour la deuxième fois depuis la crise financière, se gardant des marges de manoeuvre pour affronter les potentiels turbulences du Brexit. «Nous recon-

naissons tous qu'il y a un très large éventail d'issues potentielles aux négociations sur le Brexit et que nous entrons dans une phase critique», a expliqué Mark Carney. «Pour un certain nombre de ces issues possibles, nous pensons que les taux d'intérêt devraient être autour de leur niveau actuel ou potentiellement plus élevés. Il y a d'autres scénarios où il pourrait être nécessaire de baisser les taux d'intérêt», a-t-il précisé.

R. E.

Ouargla

Neuf nouveaux transformateurs électriques mis en service en 2018

■ Neuf nouveaux transformateurs ont été mis en service depuis le début de l'année à travers la wilaya de Ouargla, dans le cadre des efforts visant l'amélioration du réseau de distribution électrique, a-t-on appris, jeudi, de la Société de distribution de l'électricité et du gaz du Centre (SDC, filiale de Sonelgaz).

Par Hocine A.

Ces efforts, pour lesquels a été consenti un investissement de 328 millions DA, ont porté, outre l'installation de ces transformateurs, sur la réalisation de nouveaux départs et de nouvelles lignes électriques (moyenne et basse tension), ainsi que le renforcement des brigades d'intervention, dans le but d'assurer un service public de qualité, a précisé la SDC dans un communiqué. Une «nette» amélioration a été enregistrée sur le réseau depuis le début de l'été 2018, comparativement aux années précédentes, avec un recul de 50% des pannes sur les transformateurs et de près de 30% du taux des coupures d'électricité par rapport à 2017, est-il souligné. Les services techniques de la SDC ont effectué plus de 300 interventions de maintenance des installations depuis le début de l'année en cours, en majorité pour la maintenance des réseaux ayant subi des agressions du fait de travaux d'autres entreprises, ayant constitué quelques 20% du nombre global de pannes techniques. Les constructions illégales, notamment à proximité des installations électriques et ne respectant pas la distance de sécurité, représentent l'autre facteur influant négativement sur le rendement du réseau et provoquant des perturbations dans la distribution, selon le même document. La SDC fait état du lancement depuis 2013 de programmes de développement d'«urgence» pour assurer une bonne distribution de l'énergie électrique, notamment durant les périodes estivales où sont relevés les pics de consommation,

avec la mise en service de 626 transformateurs à travers toute la wilaya qui compte aujourd'hui 92 979 clients et un taux de couverture de 98%. Dans le cadre de la modernisation de ses prestations, la société a mis à la disposition de sa clientèle des mécanismes de consultation par internet des factures de consommation et de paiement par carte bancaire ou au niveau des bureaux postaux, en plus de l'alerte du client par SMS de la parution de la facture, de son montant et des délais de paiement. Au chapitre de la sensibilisation sur les risques d'un mauvais usage de l'électricité et du gaz, elle a mené depuis le début de l'année, en coordination avec divers secteurs, 74 visites au niveau d'établissements éducatifs, centres de la formation professionnelle, écoles coraniques, maison de jeunes et centres culturels, en plus d'autres actions de proximité, selon le même communiqué de la SDC.

H. A./APS



Relizane/ Parc industriel de Sidi Khettab

Lancement d'un projet de transformateur électrique

La réalisation d'un transformateur électrique de haute tension (60/220 kilovolts) pour renforcer l'alimentation du parc national industriel de Sidi Khettab (Relizane) a été lancée mercredi. Le ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni, qui a posé la première pierre à l'occasion de la visite de travail et d'inspection dans la wilaya, a souligné que ce transformateur, dont le coût de réalisation est estimé à 2,4 milliards DA, renforcera et sécurisera la zone industrielle de Sidi Khettab en énergie électrique. Des transformateurs mobiles sont entrés en service dans ce parc industriel abritant le groupe industriel algéro-turc «Tayal», qui emploie plus de 3 000 jeunes, a fait savoir le ministre. Le parc industriel de Sidi Khettab couvrant une superficie

de plus de 2 700 hectares dans le cadre du programme de croissance économique (2015-2019) a bénéficié d'une enveloppe financière de 12,8 milliards DA pour la fourniture du gaz et de l'électricité aux projets d'investissement. Cette dotation concerne le raccordement de plus de 11 groupes industriels au réseau de distribution électrique sur 270 kilomètres (10 milliards DA) et au réseau de gaz naturel (1,8 milliard DA), entre autres. M. Guitouni a aussi inspecté l'usine de câbles électriques relevant d'une entreprise privée «Med Câbles Algérie» à la zone industrielle de Sidi Khettab, exhortant l'investisseur national à produire un type précis de câbles électriques utilisés dans les domaines de raccordement aux énergies renouvelables, notam-

ment l'énergie solaire. En outre, il a inspecté le poste de transformation électrique de la commune de Belassel Bouzegza d'une capacité productive de 465 mégawatts, réalisé il y a quelques années pour une enveloppe de 38 milliards DA. A la station relevant du groupe Sonatrach dans la localité de Kenanda (commune de Sidi Lazreg), le ministre s'est enquis du projet de réhabilitation du gazoduc GZ3 ayant enregistré un taux d'avancement de 99%. Réalisé pour un coût de 19 milliards DA, il sera réceptionné à la mi-août courant. Le ministre a suivi également un exposé global sur la situation du secteur de l'énergie dans la wilaya de Relizane où le taux de couverture en énergie électrique a atteint 97% et au gaz naturel 57%. S.H.

Mila

Stockage de près de 58 000 quintaux d'ail

Près de 58 000 quintaux d'ail ont été stockés au cours de la saison actuelle dans la wilaya de Mila, a indiqué jeudi le président du Conseil interprofessionnel des filières ail et oignon, Boudjemâa Hansali. Sur un total de production estimée à plus de un million de quintaux réalisés dans cette wilaya, 57 180 quintaux d'ail ont été stockés de façon traditionnelle, après la phase de séchage sous des abris ouverts sur plusieurs côtés pour favoriser l'aération des zones de stockage, a précisé le même responsable, soulignant que certains producteurs de cette plante monocotylédone «n'ont pas encore adopté la méthode de stockage de l'ail selon les normes et conditions nécessaires». En outre, plus de

10 000 quintaux d'ail ont été stockés par des opérateurs selon les normes applicables aux chambres froides conformément au cahier des charges de l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILV), a ajouté M. Hansali, soulignant que les opérateurs d'Oum El-Bouaghi, Sétif, Bordj

Bou Arréridj, Alger, Annaba et de Tizi Ouzou ont acheté puis stocké l'ail des champs de la commune de Telegghma, au sud de Mila. Le même responsable a affirmé que la quantité totale d'ail actuellement disponible – stockée à l'ombre ou dans les chambres froides – «répond aux besoins du marché jusqu'à début mars 2019,

coïncidant avec le début de la saison de récolte de l'ail dans la wilaya d'El Oued». La culture de l'ail, qui jouit d'une place incontournable dans les cuisines traditionnelle et moderne, outre ses vertus curatives bien connues, est de plus en plus prisee et la surface réservée à la culture de ce condiment est passée de 1

000 hectares en 2017 à 1 900 ha en 2018. Sa culture est concentrée notamment à Telegghma, Oued Seguen et Oued El Athmania, avec un rendement moyen de 600 quintaux à l'hectare enregistrés au cours de cette saison agricole, a-t-on indiqué de même source.

F. K.

Tlemcen

Entrée en service de la pénétrante menant à la cité d'habitation de Boudjlida

La première tranche de la pénétrante menant à la cité d'habitation de Boudjlida, dans la commune de Tlemcen, est entrée jeudi en service. Ce tronçon dont les travaux de réalisation ont été lancés en février dernier sur une distance de 1 kilomètre sur 2,5 km, prévus pour une enveloppe financière de 120 millions DA, selon les

explications fournies par les responsables de la direction de wilaya des travaux publics. Cette pénétrante permettra de relier deux groupements d'habitation de Kouadia et de Boudjlida dans la commune de Tlemcen et par conséquent désengorger la circulation sur la RN 22 dans son tronçon reliant les communes de Remchi et Tlemcen, a-t-on

souligné. Il est prévu le lancement de la deuxième partie de cette pénétrante qui reliera les quartiers de Boudjlida et Oudjlida sur une distance de 1,5 km en novembre prochain. Le wali, Ali Benyaïche, a donné des instructions au président d'APC de Tlemcen pour la création d'espaces verts à proximité de cette route. R. R.

Tunisie

«Les divisions politiques paralysent l'action publique»

■ Les «divisions politiques» en Tunisie sur le départ ou le maintien du Premier ministre Youssef Chahed «paralysent l'action publique», a relevé, jeudi, le centre de réflexion International Crisis Group (ICG). «La lutte entre les pro et les anti-Chahed continue de battre son plein» et «l'incertitude autour de la poursuite de la mission du gouvernement Chahed contribue à paralyser l'action publique», a indiqué l'ICG dans un rapport.

Par Sara H.

Des formations politiques dont une branche du parti présidentiel Nidaa Tounès, et la Centrale syndicale UGTT, réclament le départ de M. Chahed, arguant de «son incapacité» à résoudre les difficultés économiques. La Centrale syndicale est «la principale responsable du blocage des réformes économiques, de la fragmentation de la chaîne de commandement au sein de l'administration publique et de l'explosion des revendications salariales corporatistes», ont estimé des diplomates et experts d'organisations internationales, rapporte l'ICG. Si «les tensions politiques et sociales s'intensifiaient au cours des prochains mois, la formation d'un gouvernement dit de "technocrates" pourrait constituer, en dernier recours, une solution provisoire de nature à renforcer la confiance à l'égard des institutions», poursuit l'ICG. Mais rappellent les analystes, pour le citoyen ordinaire, le départ ou non de M. Chahed est «secondaire» : «L'urgence est que les partis politiques montrent qu'ils ont retrouvé le sens de l'Etat». Dans une déclaration mardi à l'agence de presse tunisienne TAP, Youssef Chahed a soutenu que le changement du gouvernement, auquel ont appelé plusieurs parties politiques dont notamment Nidaa Tounès, doit tenir compte des engagements de l'Etat et de ses intérêts, énumérant quatre priorités : «La finalisation des négociations sociales avant le 15 septembre et les préparatifs pour la 4^e revue de l'accord entre la Tunisie et le FMI pour le versement de la quatrième tranche du crédit accordé à

la Tunisie». Il a en outre évoqué la sortie de la Tunisie sur le marché financier en septembre et le budget de l'Etat au titre de 2019 dont le gouvernement se penche, à présent sur son élaboration. Au lendemain de cette déclaration du Chef du gouvernement, le président Caid Essebsi a convoqué une réunion au palais de Carthage consacrée à l'examen «des moyens susceptibles de surmonter la crise politique actuelle», selon un communiqué de la Présidence publié le jour même. «Toutes les parties politiques doivent assumer leurs responsabilités pour trouver les solutions nécessaires et faire prévaloir l'intérêt supérieur de la nation», a dit le communiqué. La réunion a vu la participation du président du Parlement, le Chef du gouvernement, le secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), le président de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), le président du mouvement Ennahdha, Rached Ghannouchi et le direc-



teur exécutif de Nidaa Tounès, Hafedh Caïd Essebsi. D'après des observateurs, «la crise politique en Tunisie s'est aggravée après que le président de la République ait décidé de suspendre les concertations autour du Document de Carthage II». Car, estiment-ils, la crise a divisé les partenaires de cet accord

entre ceux qui appellent à un changement radical du gouvernement incluant le Chef du gouvernement et ceux qui proposent un remaniement partiel. De plus, la suspension du Document de Carthage est, selon eux, à l'origine du désaccord qui a éclaté entre le directeur exécutif de Nidaa Tounès, Hafedh Caïd

Essebsi, et le Chef du gouvernement Youssef Chahed. Le premier avait écrit sur sa page, dans les réseaux sociaux, que la position du parti concernant le remaniement ministériel a été dictée par «la crise économique, les tensions sociales et la chute du capital confiance des politiques».

S. H./ APS

Ressources naturelles sahraouies

Le Polisario dénonce les tentatives de l'UE visant à légaliser le pillage

Le Bureau permanent du Secrétariat national (SN) du front Polisario a dénoncé les tentatives qui se déroulent au niveau de l'Union européenne (UE) visant à légaliser le pillage des ressources naturelles sahraouies et à faire fi aux décisions de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), a indiqué l'Agence de presse sahraouie (SPS). Dans un communiqué sanctionnant sa réunion tenue hier mercredi, sous la présidence du président de la République sahraouie, secrétaire général du front Polisario, Brahim Ghali, le bureau a «dénoncé les tentatives qui se déroulent au niveau de l'UE visant à rendre légal le pillage des ressources naturelles et à

faire fi aux décisions de la CJUE, cela constitue, par conséquent, une violation flagrante du droit européen, du droit international et du droit international humanitaire». Par ailleurs, le bureau permanent du SN a réitéré son appel à l'ONU pour intervenir «immédiatement» afin de libérer les détenus du groupe Gdeim Izik et tous les prisonniers politiques sahraouis détenus dans les geôles marocaines. Le bureau permanent du SN a abordé le déroulement des programmes nationaux sur différents thèmes, notamment le programme d'été en faveur des jeunes et des étudiants ainsi que les préparatifs du 3^e congrès de l'Union des étudiants de Sakia El Hamra et Oued

Eddahab, prévu fin du mois en cours. Il a abordé également la réunion de l'université d'été des cadres sahraouis, prévue le 4 août à Boumerdès (Algérie) en tant qu'expérience pour la formation, la culture et la communication ainsi que pour la concrétisation des valeurs de la fraternité, de l'amitié et de la solidarité entre les deux peuples, algérien et sahraoui. Le bureau permanent du SN a salué, par ailleurs, «le rôle exceptionnel de l'Armée de libération populaire sahraouie (ALPS) pour faire face à tous les risques sécuritaires issus des politiques de l'occupant marocain, qui menacent la paix et la stabilité dans la région».

Farid M.

Mauritanie

Environ 1,4 million d'inscrits sur les listes électorales provisoires

Les Mauritaniens inscrits sur le fichier électoral provisoire sont au nombre de 1,428 million, sur une population totale qui avoisine les 3,5 millions d'habitants. «Un chiffre qui dépasse les prévisions», a déclaré mercredi Ahmed Mohamed Khayrou, secrétaire général de la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Les opérations de recensement administratif à vocation électorale lancées depuis un mois en vue des échéances électorales prochaines ont pris fin mardi. «Ce recensement s'est déroulé sous la supervision de la CENI, dans d'excellentes conditions, dans le calme, grâce à la conjugaison des efforts de toutes

les parties : autorités administratives, partis politiques, société civile et peuple mauritanien dans toutes ses composantes», a indiqué Ould Khayrou. Selon lui, la CENI va entamer la mise en

œuvre des autres phases avec notamment l'opération de vérification de la liste provisoire pour évoluer vers une liste définitive et ensuite la conception des cartes d'électeur. Des consultations

électorales sont prévues en Mauritanie pour la mise en place d'une Assemblée nationale, de conseils communaux et régionaux, en septembre 2018, et le scrutin présidentiel en avril 2019,

sans la participation du président sortant, dont le second et dernier mandat devra expirer.

Agences

Libye

L'ONU salue les premières élections municipales de 2018

La Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) s'est félicitée vendredi de la tenue des élections municipales dans la ville de Zaoûia (ouest), les premières de cette année dans ce pays. «La Manul félicite le Comité électoral central du Conseil municipal du succès de la tenue des premières élections de 2018 en Libye, de l'assermement du Conseil municipal de

Zaouïa ainsi que de l'élection du nouveau maire de la ville», a indiqué la Mission dans un communiqué plus tôt vendredi. Zaouïa est située à 40 km à l'ouest de la capitale, Tripoli. C'est la quatrième plus grande ville de Libye. La Manul a appelé également au soutien de cette institution démocratiquement légitimée, de sorte qu'elle puisse accomplir son rôle et ses responsabilités

afin de servir au mieux les résidents de Zaouïa. Le mandat des conseils municipaux élus en 2014 a pris fin cette année. La loi électorale stipule un mandat de quatre ans non-renouvelable. La Libye compte plus de 100 municipalités représentant différentes villes et régions du pays.

R. M.

Sovac Production

La nouvelle Seat Ibiza «Advanced» à 1 990 000 DA



Par Ali Zidane

Sovac Production annonce le lancement d'une nouvelle finition Seat Ibiza Advanced, assemblée dans son usine de Sidi Khetab à Relizane qui sera désormais une finition d'entrée de gamme. Elle est proposée au prix de 1 990 000 DA. De ce fait, le représentant des marques du puissant groupe Volkswagen enrichit sa gamme de modèles proposée sur le marché local, après l'annonce du montage de deux nouveaux modèles, à savoir le SUV Seat Arona et la

compacte Leon Fr.

Cette nouvelle finition est animée par le même bloc moteur que les autres finitions, à savoir le 1.6 MPI 110ch, accouplé à une boîte de vitesses manuelle à cinq rapports. La même motorisation anime le SUV Arona.

Les équipements embarqués par la nouvelle finition de Seat Ibiza sont comme suit :

- Jantes en alliage 15 pouces
- Phares H7 avec éclairage jour à LED
- Feux arrière à LED
- Rétroviseurs extérieurs à réglage électrique
- Sièges confort tissu gris
- Orgad avec réglage en hauteur
- Tableau de bord noir avec insert gris mat

- Allumage intérieur à LED
- Volant cuir multifonctions
- Frein à main et levier de vitesse en cuir
- Pack intérieur chrome
- Système multimédia avec écran couleurs 5" pouces + 6 haut-parleurs
- Climatisation manuelle
- 4 vitres électriques
- Système ABS
- Système ESC
- Airbags frontaux
- 2 clés radio commandées
- Anti-démarrage électronique
- Verrouillage centralisé
- Hill Hold
- Control pression des pneus
- Détecteur de Fatigue
- Régulateur de vitesse

Renault Sport

Nouvelle Mégane R.S. Trophy



Offrant encore plus de performance et de sportivité, notamment pour les amateurs de conduite sportive, la nouvelle Renault Megane R.S. Trophy renforce la gamme Renault Sport en perpétuant la lignée des versions Trophy, déclinées depuis la première génération de Mégane R.S. La nouvelle Megane R.S. Trophy inaugure une nouvelle version du moteur 1.8L turbo, porté à 300 ch et 420 Nm1 grâce à l'utilisation de technologies d'avant-garde, en particulier

pour le turbocompresseur et pour l'échappement. Cette motorisation peut être associée à une boîte de vitesses manuelle ou EDC. Dotée des dernières innovations de Renault Sport en matière de liaisons au sol, dont le système 4Control à quatre roues directrices et les amortisseurs à butées hydrauliques de compression, la nouvelle Megane R.S. Trophy est équipée de série du châssis Cup, qui se distingue par des suspensions raffermies et un différentiel à glis-

sement limité mécanique Torsen. Cette version est également enrichie par des freins à disques avant bi-matière, des jantes 19" spécifiques et un monte-pneumatique Bridgestone très haute performances pouvant être associée à de nouvelles jantes allégées exclusives.

Pour offrir les meilleures sensations, la nouvelle Megane R.S. Trophy peut être équipée d'une nouvelle génération de sièges avant Recaro revêtus d'Alcantara. Répondant au besoin des connaisseurs en quête d'exclusivité, la version Trophy reste parfaitement utilisable au quotidien en profitant de tous les atouts de Mégane R.S, notamment :

La possibilité de choisir entre différents modes de conduite à l'aide du Multi-Sense ;

Les performances exceptionnelles du système d'éclairage R.S. Vision ;

Le système de télémétrie et d'acquisition de données R.S.

Pour renforcer sa stratégie de mondialisation

Seat débute l'assemblage de l'Arona et de la Leon en Algérie



Seat poursuit sa croissance en dehors des frontières européennes. L'ambitieuse stratégie de mondialisation de l'entreprise prend un nouvel élan avec l'assemblage final de l'Arona et de la Leon dans l'usine commune du Groupe Volkswagen et de SOVAC, importateur du Groupe en Algérie. Celle-ci est située dans la ville de Relizane, à 280 kilomètres au sud-ouest d'Alger. Les deux modèles sont maintenant disponibles chez les concessionnaires Seat en Algérie.

L'Arona et la Leon vont s'efforcer de marcher dans les pas de l'Ibiza. Comme cette dernière, les deux modèles sont fabriqués dans l'usine de Martorell, et l'assemblage final pour le marché algérien est maintenant réalisé au sein de l'usine de Relizane. L'Ibiza, qui est assemblée en Algérie depuis l'inauguration de l'usine il y a un an, a provoqué une augmentation considérable des ventes de Seat dans le pays. Au cours des six premiers mois de l'année 2018, Seat a vendu 11 400 voitures en Algérie. Le pays est ainsi devenu l'un des marchés les plus importants de la marque en termes de volumes.

Wayne Griffiths, vice-président en charge du marketing et des ventes de Seat, a expliqué que «pour renforcer notre stratégie de mondialisation, il est essentiel que nous assemblions des modèles en dehors de l'Europe, comme le font d'autres constructeurs automobiles européens. L'Algérie est notre premier pas dans cette direction, car c'est l'un des principaux marchés de la région et une véritable opportunité de croissance pour Seat. Et ce, au même titre que le reste des pays d'Afrique du Nord où Seat est responsable de l'expansion du Groupe Volkswagen. Avec l'Arona et la Leon, nous élargissons la gamme de produits que nous proposons en Algérie, ce qui nous permettra de consolider notre position dans ce pays. Nous sommes et nous voulons continuer à être l'une des marques qui bénéficie de la croissance la plus rapide en Europe, et dans le même temps, nous voulons croître au niveau mondial».

À ce titre, Seat a signé la semaine dernière un accord de partenariat avec la joint-venture JAC Volkswagen dont elle est devenue actionnaire. L'accord prévoit également l'introduction de la marque Seat en Chine en 2020-2021, Seat devenant ainsi la marque phare du Groupe Volkswagen dans ce projet.

Les excellents résultats de Seat en Algérie constituent l'un des principaux moteurs de la croissance des ventes mondiales au cours des six premiers mois de 2018. Seat confirme ses volumes records et a dépassé le chiffre d'affaires le plus élevé de son histoire avec 289 900 voitures vendues dans le monde, soit 17,6% de plus qu'à la même période l'année dernière 2017 (246 500).

PSA-OPEL

Deux directeurs généraux issus de PSA pour Opel/Vauxhall



QUELQUES MOIS après l'officialisation du rachat des marques allemandes, le groupe PSA poursuit ainsi le processus d'intégration d'Opel/Vauxhall en nommant deux directeurs généraux issus de ses rangs. Le conseil de surveillance d'Opel-Vauxhall a ainsi nommé Frédéric Brunet directeur général financier (Chief Financial Officer ou CFO) et Xavier Duchemin, directeur général des ventes, après-vente et marketing.

Xavier Duchemin, directeur général des ventes, après-vente et marketing :

Diplômé de HEC Paris, Xavier Duchemin a commencé sa carrière professionnelle chez PSA en 1991 à travers différents postes de direction dédiés à la vente et au marketing au sein du groupe avant d'occuper les fonctions de directeur du commerce France de Peugeot, directeur de Citroën au Royaume-Uni et en Autriche. Jusqu'à présent, directeur de PSA Retail depuis janvier 2017, il succède à Peter Kuspert, qui quitte le groupe.

Frédéric Brunet directeur général financier :

Frédéric Brunet succédera quant à lui à Philippe de Rovira qui a été nommé membre du comité exécutif et directeur financier du groupe PSA. Diplômé de l'Ecole centrale de Lyon, il intègre en 2000 Pricewaterhouse Coopers avant de rejoindre PSA en 2004. Il occupe alors plusieurs postes au sein de PSA, allant de la relation investisseurs, à la direction stratégie, en passant par la direction financière pour la région Amérique latine.

Michael Lohscheller, supérieur à qui les deux dirigeants en référeront, a tenu à préciser lors de l'annonce de leur nomination qu'ils étaient des dirigeants compétents et reconnus qui joueront un rôle fondamental dans l'exécution du plan stratégique PACE du groupe.

Les deux dirigeants ont pris officiellement leurs fonctions le 1^{er} août 2018.



Iran

Fébrilité à l'approche des nouvelles sanctions américaines

■ Les Iraniens se montrent fébriles à l'approche du retour, lundi, des sanctions américaines qui menacent de déstabiliser davantage une économie déjà à la peine.

Par Rosa C.

Des «manifestations sporadiques» rassemblant quelques centaines de personnes ont eu lieu dans plusieurs villes du pays, notamment à Chiraz (sud), Ahvaz (sud-ouest), Machhad (nord-est) et Karaj (près de Téhéran), ont rapporté tard jeudi soir les agences de presse d'Etat iraniennes. Des vidéos circulant sur les réseaux sociaux mais dont l'origine n'a pas pu être identifiée ont montré des manifestations dans des villes touristiques comme Ispahan (centre) ainsi qu'à Téhéran jeudi. «Ces manifestations vont se poursuivre», estime Adnan Tabatabai, directeur du centre de réflexion allemand CARPO qui suit de près les questions iraniennes. «Le pouvoir sait qu'elles sont légitimes mais le risque est qu'elles soient perturbées par des groupes venant de l'intérieur et de l'extérieur du pays et qu'elles deviennent violentes», a-t-il ajouté. Principal signe de la crise liée au retour des sanctions

américaines : la chute vertigineuse de la monnaie nationale, le rial, qui a perdu près des deux tiers de sa valeur depuis le début de l'année. Le gouvernement a tenté d'enrayer cette chute en avril en établissant un taux officiel fixe et en procédant à de multiples arrestations de cambistes officiant sur le marché noir, des mesures qui n'ont fait qu'accroître le marché parallèle. Les conséquences tiennent parfois de l'absurde. Une expatriée raconte comment elle a dû rencontrer un cambiste sous un pont dans le centre de Téhéran pour changer 2 000 dollars (1 700 euros). «Il m'a demandé de porter un voile rouge et s'est approché de moi en chuchotant "Montrez-moi l'argent", comme si nous jouions dans un film d'espionnage», s'amuse-t-elle. L'impression d'être pris en étau entre les manœuvres de leur gouvernement et la volonté américaine de paralyser leur économie pousse de nombreux Iraniens à mettre des dollars de



PH > D. R.

côté et à faire des provisions afin d'échapper à la crise. «Les gens ont peur de ne plus retrouver leurs produits s'ils ne les achètent pas aujourd'hui», indique Ali, un commerçant du Grand bazar de Téhéran, expliquant que les grossistes refont leur stock en attendant de voir comment la situation évolue. Beaucoup d'Iraniens aisés ont préféré quitter le pays. Les Etats-Unis se sont retirés unilatéralement en mai de l'accord sur le nucléaire iranien signé en 2015, annonçant vouloir exercer une «pression maximale» sur l'Iran à travers de nouvelles sanctions mises en place à partir du 6 août et au mois de novembre. Même si les Européens, la Russie et la Chine restent dans l'accord, des multinationales qui s'étaient ruées vers l'Iran il y a trois ans, comme les français Peugeot, Renault et Total, se préparent désormais à quitter le pays. D'autres entre-

prises, plus petites, tentent de profiter du flou ambiant et comptent sur la protection des gouvernements européens qui sont déterminés à sauvegarder l'accord sur le nucléaire iranien. «Personne ne sait quelle forme prendront ces sanctions. L'administration Trump le fait exprès pour que tout le monde continue à se sentir menacé», soutient à Téhéran un homme d'affaires occidental travaillant dans le secteur des hydrocarbures. «J'ai entendu parler de quatre entreprises pharmaceutiques allemandes qui cherchent à s'installer en Iran juste pour faire un pied de nez aux Etats-Unis», confie-t-il. Selon lui, les menaces américaines énervent les Européens plus qu'elles ne les effraient. D'après certains analystes, l'Iran peut s'attendre à un fort déclin de ses exportations de pétrole, avec un nombre de barils vendus passant de 2,4 mil-

lions par jour à 700 000 d'ici à la fin de l'année. Certains pays comme l'Inde, la Chine et la Turquie ont déclaré qu'ils étaient trop dépendants du pétrole iranien pour se plier aux sanctions américaines mais de nombreux raffineurs, principalement européens, sont déjà en train de se retirer du marché iranien. Nombreux sont ceux qui pensent que les dernières initiatives de Téhéran, qui a récemment remplacé le gouverneur de la Banque centrale et arrêté une douzaine de spéculateurs, arrivent trop tard. «Le gouvernement n'a pas réussi à tirer profit de la situation lorsque les conditions le permettaient en adoptant un plan économique convaincant», affirme ainsi Mohamed Reza Behzadian, ancien responsable de la Chambre de commerce de Téhéran. «Il lui sera encore plus difficile d'agir en temps de crise», prévient-t-il. R. C.



Points chauds

Sanctions

Par Fouzia Mahmoudi

L'on se souvient encore de George W. Bush, alors président américain, plaidant, avec véhémence et une insistance déplacée, la cause de la Turquie auprès de l'Union européenne pour une adhésion d'Ankara. Barack Obama avait perpétué la bonne entente entre les deux pays, estimant que l'alliance entre les deux pays était non seulement importante mais indispensable. Mais ces deux présidents n'avaient pas dû faire face à Erdogan président, qui s'est adjoint tous les pouvoirs possibles sur son peuple et qui ne cesse d'en user pour réduire au silence toute voix discordante, aussi faible soit-elle. Or, jusqu'ici le dictateur d'Ankara s'était abstenu de s'attaquer de près ou de loin aux Etats-Unis, mais en 2016 les autorités turques ont brisé le «pacte» entre les deux nations et procédé à l'arrestation d'un citoyen américain. Suite à cette incarcération, la relation n'a cessé de se désagréger et le ton est monté d'un cran cette semaine entre la Turquie et les Etats-Unis. En effet, mercredi, Ankara a menacé Washington de mesures de rétorsion, mesures qui viendraient répondre aux sanctions imposées par les Américains à deux ministres turcs suite à l'arrestation et la détention du pasteur américain Andrew Brunson. Cet emprisonnement avait fait grand bruit outre-Atlantique en 2016 et, depuis quelques jours, l'affaire a ravivé les tensions entre les deux pays. «Il ne fait aucun doute que cela va grandement endommager les efforts constructifs déployés en vue de régler les problèmes entre les deux pays», a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères dans un communiqué. «Il y aura sans délai une réponse à cette attitude agressive qui ne mènera à rien», a-t-il ajouté. «Nous appelons l'administration américaine à revenir sur cette décision erronée», a conclu le ministre. Les sanctions américaines consistent en la saisie des biens et avoirs des ministres turcs de l'Intérieur et de la Justice, Süleyman Soyulu et Abdulhamit Gül, que les Etats-Unis accusent d'avoir joué un rôle majeur dans l'arrestation et la détention du pasteur Andrew Brunson. Les ressortissants américains se voient, en outre, interdire de faire affaire avec ces deux responsables. Le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, avait pourtant parlé au téléphone plus tôt dans la journée avec son homologue turc Mevlüt Cavusoglu. Les deux hommes doivent se rencontrer cette semaine à Singapour. Mike Pompeo demandera alors la libération du pasteur américain Andrew Brunson, avait fait savoir le département d'Etat américain. Reste à voir comment réagira la Turquie face aux sanctions américaines et si le président turc osera tenir tête à Washington plus longtemps, alors même que la livre turque perd de sa valeur et que l'économie, ancien point fort d'Erdogan, est devenue désormais son talon d'Achille. F. M.

Afghanistan

Au moins 20 morts dans un attentat visant une mosquée chiite

Un double attentat-suicide dans une mosquée chiite hier à l'heure de la prière a fait au moins vingt morts et 50 blessés dans une province reculée de l'est de l'Afghanistan, selon un bilan encore provisoire. Les kamikazes ont fait irruption dans le bâtiment situé à Gardez, dans la province de Paktia, près de la frontière pakistanaise, et ont ouvert le feu sur les pèlerins avant de se faire exploser, selon les autorités. «Nous avons dénombré vingt morts et environ cinquante blessés. Toutes les victimes sont des pèlerins qui étaient rassemblés pour la prière du hier au moment où ils ont été fauchés», a annoncé le chef de la police provinciale, le général Raz Mohammad Mandozai. Selon lui, «il y avait deux kamikazes. Ils ont d'abord ouvert le feu sur la foule à l'intérieur de la mosquée chiite, avant de déclencher leur charge», a rapporté le

général. De son côté, le porte-parole du gouverneur Abdullah Hasrat a annoncé dans un communiqué un total provisoire de «25 morts et 33 blessés», insistant sur le fait que «ce bilan n'est pas définitif». Selon lui, l'attentat s'est produit en début de prière, peu après 13h30 (9h00 GMT). Il a confirmé la double explosion. Le D Wilayat Khan Ahmadzai, responsable des services de santé de la province de Paktia, a évoqué «plus de 70 pèlerins morts et blessés (reçus) à l'hôpital civil de Gardez» alors que les opérations de secours et de déblaiement se poursuivent. Le périmètre de la mosquée a été bouclé par les forces de police, a-t-il ajouté. Cette attaque n'a pas été immédiatement revendiquée. Mais depuis deux ans la minorité chiite d'Afghanistan est régulièrement ciblée par des attentats généralement revendiqués ou attribués au groupe Etat

islamique (EI). En revanche, les talibans ont annoncé en juillet qu'ils ne conduiraient plus d'opérations en zone urbaine si tout risque d'atteindre des civils n'était pas écarté. L'EI, dont les combattants subissent de lourdes pertes sur le front militaire, confrontés aux assauts des talibans dans le nord et des armées afghane et américaine dans le nord et la province orientale du Nangarhar, multiplie les attentats. Plus de 150 d'entre eux et leurs commandants se sont rendus aux forces afghanes en début de semaine dans la province de Jawzjan dans le nord. La province montagneuse de Paktia, majoritairement pachtoune et tribale, est un territoire excentré et difficile d'accès, frontalier des zones tribales du Pakistan d'où vont et viennent les talibans et des membres du réseau Haqqani qui leur est affilié.



Spectacle de Salim Fergani à Alger

Une belle soirée au bonheur des fans

■ Une soirée de malouf constantinois était animée jeudi soir à Alger par l'artiste Salim Fergani, au bonheur des mélomanes et amateurs de cette musique ancestrale. Pour sa part, l'artiste a été très généreux envers le public en présentant les meilleurs textes de son répertoire artistique ainsi que des inédits de ce patrimoine propre à la région de Constantine.

Par Abla Selles

Un florilège de pièces du patrimoine andalou, au ton mélodieux relevé et aux déclinaisons rythmiques composées, était présenté jeudi soir par le chanteur constantinois Salim Fergani. Organisé à la salle Ibn Zeydoun de l'Office Riadh El Feth (Oref), cette soirée était une occasion pour revisiter le malouf constantinois, une école de l'Est algérien de la musique andalouse.

L'orchestre qui a accompagné le chanteur lors de cette soirée, a émerveillé le public par des morceaux musicaux, confirmant le professionnalisme et l'harmonie entre ses membres. Cet orchestre qui accompagne Salim Fergani dans tous ses spectacles compte parmi ses membres son frère Rachid aux «nakkaret» (timbales), Saïd Boufennara à la derbouka, Abdelmadjid Mekki au tar, Nabil Taleb et Lyès Meskine aux violons altos, Karim Baghriche au ney

(flûte orientale) et Mohamed Anis Banhamida à la mandoline ainsi que le chanteur Salim Fergani au luth.

Salim Fergani a présenté une dizaine de pièces connues, dont «Ya bahi el djamel», «Ya racha amri gharib», «Dalma», «Moulet el khana» et «Men sabni mâa lemlil lila».

Le public a pris part au voyage dans la délectation et la solennité du moment, reprenant joyeusement les refrains du «Cheikh», ponctués par des applaudissements répétés et des youyoung nourris.

Conduites par une interprétation vocale singulière aux accents narratifs, les sonorités à dominante aiguë des violons et du ney, se mêlant à la densité des notes du oud et aux percussions ornées par les frissonnements du tar, renvoyaient indéniablement au ton identifiant de la chanson constantinoise et propre au genre malouf.

Dans des variations modales, qui ont, entre autres, brillamment



porté les mélodies du «zidène» au «dil barrani», passant par le «h'cin» et le «ramb», sur la diversité des cadences, dont «lem'chehghlet», «el mahjouz», «zedjel», «n'çrafet» et «kh'lasset», Salim Fergani,

comme à chacun de ses spectacles, entend ainsi montrer «la richesse du patrimoine andalou, dans sa variante malouf».

Digne héritier de son père, Cheikh Mohamed Tahar Fergani

(1928-2016), Salim Fergani œuvre depuis 50 ans à «la sauvegarde et la transmission de cette musique savante».

A. S.

Lancant leur tournée à partir d'Alger

Samira Brahmia et Akli D enchantent leur public

Les artistes Samira Brahmia et Akli D ont entamé jeudi soir une petite tournée à travers cinq villes du pays, à la faveur d'un spectacle, animé à Alger, ancré dans la chanson algérienne et résolument folk et rock.

Organisé par l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda), ce concert, tenu au théâtre de verdure Lâadi-Flici, est le premier d'une petite tournée programmée à Constantine, Bejaïa, Oran et Tizi Ouzou.

Accompagnée, entre autres,

des musiciens de renommée internationale par Karim Ziad, à la batterie et Khelif Misallaoua à la guitare, la chanteuse à la voix puissante a enchanté son public, peu nombreux mais composé de fans de la chanteuse, par son interprétation cristalline et sa présence sur scène.

«Laylaha lla Allah», «Mariama» (hommage à la diva sud-africaine Meriem Makeba), «Haramtoubik nouâassi», sont autant de titres très attendus par les fans de la chanteuse et qui ont été

présentés sous de nouveaux arrangements. Samira Brahmia a également rendu hommage au combat quotidien de la femme algérienne pour ses droits en interprétant un de ses premiers succès «Fabuleux destin», avant de gratifier son auditoire d'une essence purement rock de «Wahran Wahran».

Elle a aussi proposé au public de redécouvrir sa dernière chanson «Pays de poussière», un texte poignant dédié à la condition des réfugiés et au drame du

déplacement des populations, qui figure dans son prochain album.

En première partie de soirée, le chanteur Akli D avait proposé au public de découvrir son univers musical, en plus de ses compositions, en revisitant des classiques de grands interprètes de la chanson kabyle avec des arrangements et de nouvelles mélodies folk, rock, pop et parfois même reggae.

Le chanteur qui accompagne Samira Brahmia en tournée a fait

voyager son public à travers ses inspirations musicales et son répertoire avec des titres comme «Idura», «Arroah», ou encore «Azul».

Cette tournée s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme de spectacles élaboré depuis le début de la saison estivale dans plusieurs villes du pays, à l'image de Msila, Mostaganem, Constantine, Saida ou encore Bouira.

F. H.

Première édition des «Belles nuits de Tizgirt»

Un riche programme proposé à Tizi-Ouzou

La première édition des «Belles nuits de Tizgirt» propose une pléiade de chanteurs qui égayeront les soirées des habitants et visiteurs de la coquette ville côtière, entre autres, Mohamed Allaoua, Rabah Asma, Ali Amrane et Stina, Mourad Guerbas et Sadaoui Samir, Akli, Ali Ferhati, Algérino, Amel Zen et Ghiles Terki. «Nous avons voulu mettre un peu d'ambiance dans les soirées des habitants de la région et des estivants qui sont très nombreux en cette période et nous

avons veillé à concocter un programme englobant tous les styles de musique», a indiqué à l'APS, Bellout Hakim, manager de la boîte organisatrice des soirées. En effet, c'est le chanteur Mohamed Allaoua qui a inauguré, lors d'un concert donné mercredi soir, la première édition de cette manifestation artistique. Organisé par une boîte privée en collaboration avec l'Assemblée populaire communale (APC) de Tizgirt, l'évènement qui se déroulera chaque soir à partir de 21h00 à

l'espace Louni, située à l'entrée Ouest de la ville de Tizgirt, s'étalera jusqu'au 20 de ce mois. L'évènement, poursuit-il, «a un double objectif, d'abord celui d'offrir à tout le monde, surtout à ceux qui pour une raison ou une autre, ne peuvent aller dans les villes assister à des concerts, la possibilité d'accès à la détente et à la culture en plus du repos, mais aussi, permettre de booster l'économie de la ville et de toute la région».

L. B.

Cinéma

Isabelle Adjani va tourner en octobre un film en Algérie

La star française du cinéma, d'origine algérienne, Isabelle Adjani, va entamer en octobre prochain le tournage d'un film en Algérie dans un rôle d'Algérienne, a rapporté jeudi Le Parisien. Le film «Sœurs», une première pour cette célèbre actrice, qui a, à son actif, plus d'une cinquantaine de films (courts et longs métrages, documentaires, TV) et près de 20

pièces de théâtre, est mis en scène par la réalisatrice d'origine algérienne Yamina Benguigui qui a confié au journal «avec émotion» que «c'est un grand moment pour nous». A partir de fin octobre et pendant onze semaines, le film sera tourné d'abord entre Alger, Oran et Constantine, puis à Paris et dans le nord de la France, a précisé le quotidien, indiquant que ce long-

métrage racontera comment trois sœurs – interprétées par Isabelle Adjani, Rachida Brakni et Maïwenn – se déchirent lorsque l'une d'elles (Isabelle Adjani) décide de raconter au théâtre la vie de leur père mourant. «Isabelle jouera une metteuse en scène, Maïwenn une chef d'entreprise et Rachida une députée divers droite du nord de la France», a détaillé au Parisien

la réalisatrice, soulignant qu'elle a travaillé sur le scénario avec Abdel Raouf Dafri (scénariste d'«Un prophète», «Braquo», «Mesrine», notamment). Le film, qui sera celui de femmes, questionnera le rapport au pays d'origine et au pays d'accueil, l'enracinement, l'intégration, a ajouté Yamina Benguigui, expliquant que «c'est quelque chose qui a mûri».

R. C.

AGEND'ART

Palais de la culture Moufidi-Zakaria

Le 9 août :

Dans le cadre des concerts organisés par l'Office National des droits d'auteur (ONDA), Lila Borsali et Abbas Righi présenteront un spectacle en duo. Un pont musical qui reliera Tlemcen à Constantine, le Ghernati au Malouf, le temps d'un concert, avec un orchestre fusionnant les deux genres. L'artiste Mohamed Rouane assurera aussi une partie de la soirée avec sa formation musicale.

Galerie d'arts de l'Hôtel Sofitel Algiers Hamma Garden (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 24 août :

Exposition de peinture de Khaleed Rochedi Bessahi, dont les œuvres s'inspirent du travail d'Amedeo Modigliani.

Palais des Rais Bastion 23

Jusqu'au 15 août :

L'artiste Nasreddine Brahami expose ses œuvres depuis le 26 juillet pour une exposition/vente autour du thème «Regard».



AfroBasket U18 (Qualif.) Algérie-Libye Le DTN Belbakri reste confiant pour la qualification

LE DIRECTEUR technique national (DTN) de la Fédération algérienne de basket-ball (FABB), Fawzi Belbakri, a indiqué que l'équipe nationale des moins de 18 ans (U18 garçons) jouera vendredi toutes ses chances contre la Libye, lors du match retour des qualifications au Championnat d'Afrique AfroBasket-2018 de la catégorie, pour assurer son billet pour Bamako.

Au match aller disputé mercredi soir à Staouéli (Alger), l'équipe nationale s'est imposée difficilement face à son homologue libyenne par 57 à 53. «Le match aller était serré et ce n'était pas une surprise car les Libyens ont joué leur jeu. Il y avait de l'enjeu surtout que nos jeunes n'ont pas l'habitude de disputer ce genre de match. Maintenant, on doit continuer à travailler pour aborder le match retour de la bonne manière et composer notre billet», a précisé Belbakri à l'APS. La phase finale du Championnat d'Afrique U18 est prévue du 24 août au 2 septembre à Bamako (Mali).

En cas de qualification, les Algériens auront comme objectif d'atteindre le 2^e tour. «Si on sera présent lors des Championnats d'Afrique, on jouera l'une des

deux premières places de la phase de poules et valider ainsi notre ticket pour le second tour. Puis, on jouera match par match», a ajouté le DTN. Selon ce dernier, si l'Algérie assure sa qualification pour le rendez-vous malien, l'effectif des Verts sera renforcé par deux joueurs. Il s'agit de Ziyad Chenyef et Amir Bouzidi.

«Actuellement, Amir et Ziyad sont en Afrique du Sud. Ils ont été sélectionnés par la NBA pour participer au camp d'entraînement dirigé par les entraîneurs et des joueurs du Championnat nord-américain de basket (NBA). Leur arrivée va certainement apporter un plus à l'équipe. Chenyef est un tireur et Bouzidi est un excellent distributeur».

La deuxième confrontation contre la Libye aura lieu vendredi à 21h00, toujours à la salle omnisports de Staouéli. À trois semaines du début de la phase finale, sept équipes ont déjà validé leur ticket pour Bamako. Il s'agit du Mali (organisateur), de l'Angola (tenant), de l'Égypte, de la Tunisie, du Rwanda, de Madagascar et du Sénégal. Les finalistes du Championnat d'Afrique U18 représenteront le continent à la Coupe du monde U19 en 2019.

Amicale du handball oranais Doubala se démène pour sauver le hand féminin

L'AMICALE DU handball oranais active, depuis huit ans, sur la scène de la petite balle dans l'Ouest du pays avec comme objectif de relancer cette discipline chez la gent féminine.

Ce club que préside l'ancien pivot international, Mustapha Doubala, peine cependant à s'en sortir. Et pour cause : la formation fait face à une multitude de problèmes financiers et infrastructurels, «les mêmes que rencontrent les autres clubs dans les sports collectifs, en particulier dans la capitale de l'Ouest», déplore Doubala, soulignant que l'Amicale du handball oranais est parmi les rares, sinon la seule formation dans la région, à être exclusivement réservée aux filles.

«Au moment où l'on assiste impuissants au déclin du handball national chez les garçons, les choses ont empiré chez les filles, d'où notre initiative de créer un club qui leur est réservé exclusivement dans l'optique de relancer le handball féminin à Oran et pourquoi pas contribuer à sa résurrection au niveau nation-

nal», explique l'ancienne star de la légendaire sélection algérienne des années 1980.

«C'est un défi spécial. On le savait dès le départ, car déjà le handball chez les garçons souffre le martyre, alors on ne s'attendait nullement à ce que la situation soit meilleure chez les filles, mais on essaye, tant bien que mal, de jouer notre rôle selon les moyens disponibles», a-t-il poursuivi. Malgré cela, l'Amicale du handball oranais parvient, de temps à autre, à s'illustrer non seulement sur le plan régional, mais aussi national.

L'exemple de l'équipe des moins de 20 ans est significatif. Celle-ci a réussi pour la première fois dans l'histoire du club à se qualifier en finale de la Coupe d'Algérie de sa catégorie au titre de l'exercice passé.

Néanmoins, les jeunes Oranaises gardent un mauvais souvenir de cette finale, au cours de laquelle elles ont été tout simplement éliminées par la formation de Hammamet (Alger) sur le score de 27-19.

JS Kabylie

El Moudene songe à quitter

LE JOUEUR formé au Paradou AC, Abdallah El Moudene, aurait demandé à la direction de la JS Kabylie de résilier son contrat, selon «Compétition». Le meneur de jeu de 24 ans voudrait quitter les Jaunes et Vert pour des raisons financières, la totalité de l'avance promise par Mellal n'a pas été perçue, et également pour des raisons purement sportives, l'ancien

du PAC ne semble pas rentré dans les plans du coach français de la JSK, Dumas. La prochaine destination d'El Moudene pourrait bien être le championnat d'Algérie en titre, le CS Constantine.

Abdallah El Moudene a pris part à 31 rencontres avec le MC Alger en championnat dont 14 comme titulaire.

Equipe nationale de football Belmadi, la surprise de Zetchi

■ L'ancien international algérien, Djamel Belmadi, vient d'être désigné sélectionneur national après des négociations qui ont duré longtemps avec le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, qui l'a rencontré tard dans la soirée de mercredi dernier à Paris.



Par Mahfoud M.

Belmadi a obtenu un contrat de longue durée

L'accord porterait sur un contrat à moyen terme, même si l'objectif fixé au nouveau coach des Verts est de qualifier l'équipe à la CAN du Cameroun 2019 et ensuite tenter d'aller le plus loin possible dans cette compétition. On parle avec instance de la désignation de Madjid Boughera comme adjoint et de Amar Bouras comme entraîneur des gardiens, alors que d'autres avancent le retour de Neghiz qui a travaillé déjà avec Gourcuff et le possible engagement d'Antar Yahia dans le staff élargi de Belmadi.

«Djamel Belmadi est le nouveau sélectionneur de l'équipe nationale algérienne suite à l'accord trouvé entre lui et le président de la FAF (...), écrit l'instance fédérale dans le communiqué rédigé jeudi matin.

Cette dernière précise que l'ancien capitaine des Verts «signera très prochainement un contrat qui le liera à la FAF jusqu'à la Coupe du monde 2022 prévue au Qatar», sans évoquer les objectifs assignés à l'ex-coach d'Al-Duhail.

L'annonce intervient à cinq semaines du match en déplacement face à la Gambie, comptant pour la 2^e journée (Gr. D) des qualifications de la Coupe d'Afrique de nations-2019.

Les fans des Verts assistent donc à la fin du feuilleton du nouveau coach des Verts qui les avaient tenu en haleine des semaines durant.

Certains pensent que Zetchi était sous pression et se devait

de boucler le dossier du nouveau coach pour permettre aux Verts de retrouver un tant soit peu la sérénité, eux qui restaient sur une mauvaise série de quatre défaites de rang en amical, dont la dernière concédée le 7 juin à Lisbonne face au Portugal (3-0). Preuve qu'il s'est rabattu sur le jeune coach algérien expatrié qui semblait être le choix de dernière minute, sachant que le patron de la FAF parlait d'un coach mondialiste.

Belmadi en sauveur ?

Ayant démissionné de son poste d'entraîneur d'Al-Duhail en juillet dernier pour «des raisons personnelles», Belmadi (42 ans) avait pourtant indiqué quelques jours après son départ du club qatari qu'il n'avait «jamais négocié avec la FAF».

Même Zetchi avait indiqué, le 24 juin dernier, peu après la tenue de la réunion du Bureau fédéral ayant débouché sur la fin de mission de Madjer, que la fédération allait engager un technicien «expérimenté dans le football continental».

Sauf que Belmadi n'a jamais exercé sur le continent africain et s'est contenté jusque-là de travailler exclusivement au Qatar, où il a eu notamment à diriger la sélection de ce pays, avec à la clé, le titre de la Coupe du Golfe des nations en 2014.

Il avait conduit Al-Duhail aussi au doublé Coupe-Championnat, sans essuyer la moindre défaite, en plus d'une qualification pour les quarts de finale de la Ligue des champions d'Asie la saison dernière.

AS Monaco

Watford intéressé par Ghezal

Watford est un nouveau club de Premier League qui entre dans la danse pour recruter l'ailier de Monaco, Rachid Ghezal, selon les médias

anglais ce jeudi. Ils indiquent que les dirigeants des Hornets voient dans le joueur de 26 ans un remplaçant idéal de Richarlison, qui a quitté Vicarage Road le mois

«Nous sommes en contact permanent avec le futur sélectionneur qui est très chaud à l'idée de travailler en Algérie. Je ne peux dévoiler son identité tant que les négociations sont toujours en cours. Il reste quelques détails financiers à régler avant l'annonce officielle», avait réitéré Zetchi à la presse lundi, à l'issue de la réunion du Bureau fédéral.

Mais après l'échec des pourparlers avec les techniciens étrangers placés comme plan A, dont l'ancien sélectionneur national, le Bosnien Vahid Halilhodzic (2011-2014), la FAF s'est vu contrainte de se rabattre sur la piste Belmadi, même si'il ne répond pas aux critères fixés précédemment par Zetchi.

La FAF a usé cinq sélectionneurs en trois ans depuis le départ de «coach Vahid» à l'issue de l'élimination des Verts en huitièmes de finale du Mondial-2014, le meilleur parcours de leur histoire.

Rabah Madjer, le dernier sélectionneur en date, avait succédé en octobre à quatre entraîneurs étrangers : le Français Christian Gourcuff (resté moins de deux ans), le Serbe Milovan Rajevac (trois mois), le Belge Georges Leekens (trois mois) puis l'Espagnol Lucas Alcaraz (six mois). Les férus de la balle ronde nationale espèrent que le calme revienne au plus vite à la sélection et que l'instabilité cesse enfin pour laisser place au travail et tenter de redorer le blason de l'EN qui reste la priorité de Belmadi, connu pour son tempérament de battant.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Accusations d'«ingérence» russe aux Etats-Unis

Moscou dénonce une «hystérie»

LA RUSSIE a qualifié hier d'«hystérie» les accusations d'«ingérence» russe dans le processus électoral américain, après que les services de renseignement américains ont à nouveau accusé Moscou de «continuer à interférer». «Non seulement cette hystérie, qui dure depuis deux ans autour de la prétendue ingérence russe qui n'a jamais eu lieu, sape les relations bilatérales, mais elle ridiculise tout le système politique américain», a déclaré la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova. Cette déclaration intervient alors que plusieurs hauts responsables américains, du patron des renseignements au directeur du FBI, ont accusé la Russie jeudi de «continuer ses tentatives pour affaiblir

et diviser» les Etats-Unis. «La menace est réelle. Elle continue. Et nous faisons tout notre possible pour avoir des élections en lesquelles les Américains puissent avoir confiance», a notamment déclaré le patron des services de renseignement, Dan Coats, à quelques mois du scrutin parlementaire de mi-mandat de novembre. La Russie est accusée par le renseignement américain d'ingérence lors de l'élection présidentielle de 2016, qui a porté au pouvoir Donald Trump. Cette ingérence présumée fait l'objet d'une enquête aux Etats-Unis, dénoncée par M. Trump lui-même comme «chasse aux sorcières». Les autorités russes ont fermement rejeté ces accusations à maintes reprises. Hani Y.

Foot/Transfert

Leicester accélère les négociations avec Rachid Ghezzal



League) accélère les discussions pour son arrivée. «Un an après son arrivée libre en provenance de l'Olympique Lyonnais, son club formateur, Rachid Ghezzal (26 ans) est tout proche de quitter Monaco pour la Premier League», indique le magazine de football, faisant savoir qu'après plusieurs approches ces dernières semaines,

L'INTERNATIONAL algérien Rachid Ghezzal (AS Monaco, Ligue 1) se rapproche de Leicester, rapporte hier *France Football*, affirmant que le club londonien de Leicester (Premier

Leicester est entré hier dans des négociations «concrètes» avec le club de Monaco pour le transfert de l'international algérien. Rachid Ghezzal, milieu de terrain, est sous contrat jusqu'en juin 2021 avec l'AS Monaco. Selon *France Football*, il est l'une des priorités estivales de Claude Puel, l'entraîneur français des Foxes, prévoyant la concrétisation du transfert ce week-end. A. D.

Afghanistan

Au moins 20 morts dans l'attentat contre une mosquée

AU MOINS 20 personnes ont été tuées et plusieurs dizaines d'autres blessées dans l'attentat-suicide contre une mosquée, hier dans l'est de l'Afghanistan, a annoncé la police dans un nouveau bilan, en précisant que ce bilan pourrait s'alourdir. «Nous avons 20 morts et une cinquantaine de blessés», a déclaré Raz Mohammad Mandozai, chef de la police de la province de Paktia, cité par l'AFP. Un autre responsable a affirmé qu'au moins 70 personnes avaient été tuées ou blessées dans l'attentat. Un précédent bilan faisait état de quatre morts. H. Y.

Séisme

Un tremblement de terre de 3,9 degrés à Tiaret

UN TREMBLEMENT de terre d'une magnitude de 3,9 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistré hier à 08h17 dans la wilaya de Tiaret, indique le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué. L'épicentre de la secousse a été localisé à 14 km au nord de Sidi Hosni dans la wilaya de Tiaret, précise la même source. A. S.

pour empêcher le lancement du Festival du Rai:
Appel à des prières géantes devant la salle de spectacle



Présidentielle au Mali

Soumaïla Cissé appelle à un «large front démocratique pour l'alternance»

■ Le candidat de l'opposition au second tour de la présidentielle au Mali, Soumaïla Cissé, a appelé hier les 22 candidats éliminés à constituer autour de lui un «large front démocratique contre la fraude et pour l'alternance», au lendemain de l'annonce des résultats officiels du scrutin du 29 juillet.

Par Fatah G.

Crédité de 17,8%, contre 41,42% pour le président sortant Ibrahim Boubacar Keïta, Soumaïla Cissé a contesté devant quelques centaines de militants réunis devant son QG en milieu de journée les résultats du premier tour annoncés jeudi soir. «Nous ne les accepterons pas !», a lancé l'ancien ministre des Finances alors que débute la campagne pour le second tour du 12 août. Estimant que «le camp du changement est désormais majoritaire» au Mali, il a jugé que la victoire est «à portée de main» à condition, selon lui, que «l'opposition se rassemble». Il ne pourra pas compter sur les quelque 11 600 voix (0,36%) de la seule femme candidate,

Djénéba N'Diaye, qui a annoncé dans la matinée son ralliement au président sortant. Le président sortant du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta, est arrivé largement en tête au premier tour de la présidentielle, mais il sera opposé lors du second tour au leader de l'opposition, Soumaïla Cissé, comme en 2013, selon les résultats annoncés jeudi soir. Au premier tour qui s'est tenu le 29 juillet, M. Keïta, 73 ans, est arrivé en tête avec 1 333 813 voix, soit 41,42% des voix, a indiqué le ministre de l'Administration territoriale, Mohamed Ag Erlaf, lors d'une annonce à la télévision publique ORTM. Comme il y a cinq ans, il retrouvera au second tour Soumaïla Cissé, qui a recueilli 573 111 voix, soit 17,80%, selon les résultats offi-

ciels provisoires portant sur l'ensemble des suffrages. Quant au taux de participation, il a été estimé à 43,06%. L'homme d'affaires Aliou Diallo arrive en troisième position avec 7,95% des suffrages et l'ancien Chef de gouvernement de transition, Cheick Modibo Diarra (avril-décembre 2012), complète le quatuor de tête avec 7,46%. Au total, les électeurs de ce pays d'Afrique de l'Ouest étaient appelés à choisir entre 24 candidats lors d'un scrutin salué pour son bon déroulement par les organisations internationales, dont l'Organisation des Nations unies et la mission d'observation de l'Union européenne. F. G.

Ebola

Inquiétude majeure dans une «zone de guerre» en RDC

L'OMS considère désormais que le risque d'une pandémie d'Ebola pour la santé publique est élevé à l'échelle nationale en République démocratique du Congo et aussi au niveau régional. «Sur l'échelle du degré de difficulté, tenter d'éteindre une flambée d'un pathogène mortellement dangereux dans une zone de guerre est au sommet», a déclaré le directeur général adjoint de l'OMS, en charge des réponses d'urgence à partir de Genève. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a averti hier que les difficultés allaient être maximales pour enrayer la nouvelle épidémie d'Ebola qui sévit dans une «zone de guerre» en République démocratique du Congo (RDC) où les humanitaires ne se déplacent pas sans «escorte armée». La maladie a été signalée à Mangina, une région située à 30 km au sud-ouest de Beni dans la province troublée du Nord-Kivu (est) de la RDC et où activent «plus d'une centaine de groupes armés dont au moins vingt sont très actifs». Le responsable a également mis en exergue les difficultés liées à la présence de nombreux déplacés internes dans la région et aux mouvements de la population vers l'Ouganda voisin, où les humanitaires ont été mis en état d'alerte pour identifier tout cas suspect. A. F.